



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 04 décembre 2023

Régional

Ouverture de la COP 28 à Dubaï et adoption des premières mesures

Le 30 novembre, la conférence des Nations unies sur le climat s'est ouverte à Dubaï avec pour objectif d'inciter les nations invitées à accélérer le rythme des mesures de lutte contre le réchauffement climatique et éliminer progressivement les combustibles fossiles. En l'état des discussions plusieurs mesures concernant les pays d'Afrique de l'Est ont été adoptées : (i) 63 pays, dont le Kenya, se sont engagés à limiter leurs émissions dans le secteur du refroidissement ; (ii) le fonds pertes et dommages a été adopté, il concernera les pays de la région particulièrement touchés par le réchauffement climatique, tels que la Somalie ; (iii) la Banque européenne d'investissement (BEI) a signé avec la Banque de Kigali un prêt de 108 MUSD pour le soutien à la transition écologique des PME, (iv) le renforcement de la présence d'AMEA Power dans la région (Djibouti, Kenya etc.) etc.

Comores

Renforcement des relations économiques entre les Comores et les Émirats Arabes Unis en marge de la COP 28

En marge de la COP 28, le sommet mondial sur le climat qui se déroule jusqu'au 12 décembre à Dubaï, Nour El-Fath Azali, conseiller privé et fils du président comorien Azali Assoumani, a annoncé le 3 décembre la signature d'un accord visant la prochaine desserte des Comores par la compagnie *Emirates Airlines*. L'objectif est de passer d'une capacité de 150 000 passagers par an à 500 000 passagers par an. Il s'agit d'un pas de plus dans le rapprochement entre les Comores et les Émirats Arabes Unis. Fin septembre, le président comorien était en visite durant trois jours à Abou-Dabi. Il a rencontré son homologue émirien et signé des protocoles de coopération dans différents domaines : l'éducation, la santé, la diplomatie et le tourisme. D'autres partenariats ont aussi été actés pour la reprise de l'hôtel de luxe Golden Tulip de Moroni et l'extension de l'aéroport international Prince Saïd Ibrahim.

Ethiopie

La Commission des Investissements annonce 765 MUSD d'IDE au T1 FY 2023/24

Selon l'*Ethiopian Investment Commission (EIC)*, l'Ethiopie aurait attiré, au premier trimestre de l'année fiscale 2023/2024, près de 765 MUSD d'IDE. Les investissements ont été réalisés via 140 projets, dans les secteurs manufacturiers, de l'agriculture et des services. Le dernier rapport sur l'investissement mondial de la CNUCED indique que l'Ethiopie était en 2022 le second récipiendaire d'IDE d'Afrique subsaharienne, après l'Afrique du Sud, avec 3,7 Mds USD de flux d'investissements enregistrés (en baisse de 13,8 % par rapport à 2021). Cela représente 8,3 % du flux annuel d'IDE en Afrique subsaharienne.

Hausse du trafic de fret ferroviaire sur les 11 premiers mois de l'année 2023

Le volume de marchandises transportées par la ligne ferroviaire éthio-djiboutienne a atteint 2 Mt de janvier à novembre 2023, un flux en hausse de 40 % par rapport à la même période l'année dernière. Abdi Zenebe Meskela, CEO de l'entreprise publique *Ethio-Djibouti Railway Share Company (EDR)*, concessionnaire de l'infrastructure, attribue cette performance à l'amélioration du niveau de service offert (réduction du nombre d'interruptions de courant permettant des services continus). EDR prévoit de porter la capacité annuelle de la ligne à 4 Mt à terme, cela avec le soutien de plusieurs entreprises chinoises, ce qui offrirait un soulagement mineur du corridor routier traitant actuellement 16,5 Mt/an selon la Banque mondiale. Pour rappel, le pays ne dispose que d'une seule ligne ferroviaire opérationnelle. Mise en service en 2018, la ligne SGR a été construite et financée par la Chine (4,2 Mds USD au total).

Signature d'un accord avec l'émirien AMEA Power pour la construction d'un parc éolien

Le ministre des Finances a annoncé dimanche 3 décembre la signature d'un accord avec l'entreprise émirienne *AMEA Power* pour la construction d'un parc éolien de 300 MW dans le district d'Aysha. Le montant du projet, envisagé selon un format IPP, s'élève à 600 MUSD. Le contrat d'achat d'électricité serait en cours de discussion avec *Ethiopian Electric Power (EEP)*, selon AMEA. Il s'agirait du plus grand parc éolien du pays et de la Corne de l'Afrique. Le directeur de la communication d'*EEP*, Moges Mekonen, avait indiqué mi-novembre que la capacité électrique éolienne s'élevait à 404 MW, grâce aux capacités combinées des parcs d'Ashegoda, Adama I et II et Aysha II. Une étude de faisabilité pour la construction de 18 projets éoliens, pour une capacité cumulée de 2,7 GW a par ailleurs été récemment finalisée. L'Ethiopie souhaite se positionner comme un exportateur majeur d'électricité renouvelable dans la région.

Kenya

La CBK augmente son taux directeur de 200 points de base

La Banque centrale du Kenya (CBK) a augmenté son taux directeur de 200 points de base au début du mois de décembre, pour la première fois depuis juin (+100 points de base). Cette forte hausse vise à stabiliser la dépréciation du KES (qui a perdu 19 % de sa valeur face au USD en 2023), dont la dépréciation a accentué les pressions sur les prix, freiné les investissements et affecté le service de la dette.

externe. Le taux directeur de la CBK s'est établi au niveau historique de 12,5 %. La CBK souhaite renforcer l'orientation de sa politique monétaire pour faire face aux pressions sur son taux de change et atténuer les effets de second tour, en ancrant les anticipations d'inflation afin qu'elle revienne durablement à la cible de 5 %. L'inflation globale a légèrement diminué en novembre 2023, à 6,8 % après 6,9 % en octobre, principalement soutenue par la baisse des prix de la plupart des produits alimentaires et malgré la hausse des prix de l'énergie. La CBK a précisé que la dépréciation du KES a contribué à près de 3 points à l'inflation de novembre. La CBK pourrait continuer de resserrer sa politique monétaire au prochain Comité en février 2024, si nécessaire.

Le Kenya signe des accords préliminaires à hauteur de 4,5 Mds USD pour développer des projets verts et lance une *task force* avec la France

Lors du sommet de la COP 28, le Kenya a signé des accords préliminaires pour sept projets verts, dont des centrales géothermiques (1,9 Mds USD), la production d'engrais (1,5 Mds USD) et un datacenter alimenté par des énergies renouvelables (600 MUSD), représentant un montant total de 4,5 Mds USD. De plus, le Kenya et la France, accompagnés de plusieurs autres pays, lanceront lors de cette COP une *task force* sur la mise en œuvre d'une taxation internationale qui permettrait de redistribuer des fonds vers les pays en développement subissant les conséquences du réchauffement climatique (Somalie etc.). Elle devra rendre ses premières conclusions au G20 de Rio pour une mise en place du système lors de la COP 30 au Brésil, en 2025.

La BAD accorde un prêt de 110 MUSD pour améliorer l'accès à l'électricité au Kenya

La Banque africaine de développement (BAD) a accordé un prêt de 110,5 MUSD au ministère des Finances kenyan afin d'améliorer l'accès à l'électricité des ménages, des infrastructures sociales et des petites entreprises. L'objectif général du projet est de réaliser 150 047 raccordements électriques du dernier kilomètre dans les zones rurales et périurbaines de 45 comtés à travers le pays (à l'exclusion de Nairobi et Mombasa qui sont principalement urbains et dont les taux d'accès à l'électricité sont supérieurs à 80 %). Plus précisément, ce projet comporte 5 composantes : (i) le renforcement du réseau ; (ii) l'extension du réseau et l'amélioration des connexions du dernier kilomètre ; (iii) l'administration et la gestion du projet ; (iv) l'appui institutionnel et le renforcement des capacités et (v) la mise en œuvre du cadre de gestion environnementale et sociale (ESMF) et du cadre de politique de réinstallation (RPF).

Madagascar

8,8 MUSD de crédits carbone accordés à la Grande île, premier paiement dans le cadre du Fonds de partenariat pour le carbone forestier

Dans un communiqué du 4 décembre 2023, la Banque mondiale a annoncé, qu'au titre de l'accord de paiement pour les réductions d'émissions (ERPA) conclu via son Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF), le gouvernement malgache a reçu 8,8 MUSD en crédits carbone pour avoir réduit ses émissions de carbone (CO₂e) en 2020 de 1,8 million de tonnes. Troisième pays africain, après le Ghana et le Mozambique, à obtenir ces crédits carbone, Madagascar pourrait également bénéficier de deux autres paiements d'ici fin 2024. Au total, le pays pourrait ainsi obtenir un montant d'environ 50 MUSD, s'il réduit ses émissions de CO₂e de près de 10 Mtonnes d'ici fin 2024, dans une zone couvrant 10 % de la superficie du pays

(7 millions d'ha) le long de son écorégion, qui renferme la moitié des forêts pluviales nationale riches en biodiversité.

Besoin de financement estimé à 6 056 Mds MGA pour 2024

Le ministère de l'Economie et des Finances (MEF) estime dans la stratégie nationale de la gestion de la dette pour 2024-2026 le besoin de financement brut de l'Etat pour l'année 2024 à 6 056 Mds MGA. Soit 3 750,8 Mds MGA de financement extérieur et 2 305,2 Mds MGA de financement intérieur. Pour maintenir la soutenabilité de la dette, le projet de LFI 2024 prévoit un montant maximal d'emprunts de 13 593 Mds MGA, composé de : (i) 7 414 Mds MGA de dette concessionnelle, dont 3 702 Mds MGA de dette multilatérale (BAfD, BEI, IDA) ; (ii) 6 179 Mds MGA de dette non concessionnelle, dont 5 112 Mds MGA de dettes semi-concessionnelles (Ofid, Abu Dhabi, BADEZ et Secure Capital Investments) ; (iii) 1 067 Mds MGA de dettes à conditions commerciales (Société Générale, Inde, Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures). Le produit des emprunts sera en priorité affecté aux secteurs suivants : infrastructures (7 424 Mds MGA), énergie (1 639 Mds MGA), agriculture et développement rural (879 Mds MGA) et aux secteurs sociaux (1 411 Mds MGA).

Appel au financement du projet d'adduction d'eau par la délégation malgache lors de la COP 28

Lors de la COP 28, qui se déroule à Dubaï, le ministre de l'Eau, de l'assainissement et de l'hygiène, Fidiniavo Ravokatra, a lancé un appel pour le financement des projets d'adduction d'eau, en particulier le projet Efaho. Ce projet, financé sur fonds propres de l'Etat, a été présenté comme la solution du gouvernement malgache pour résoudre les problèmes d'accès à l'eau potable dans le sud du pays, en particulier l'Androy et Anosy. Efaho porte sur la construction d'un pipeline visant à garantir un approvisionnement en eau à des milliers de personnes des régions concernées. Le Ministre a également rappelé que l'appui des partenaires de Madagascar est essentiel pour accélérer le taux d'accès de la population à l'eau potable et le taux d'accès aux infrastructures d'assainissement et d'hygiène (respectivement de 53 % et de 39 %).

Maurice

Soutien budgétaire de la France de 200 MEUR (8,9 Mds MUR) pour le secteur de l'eau

Dans le cadre de la visite à Port-Louis du ministre délégué auprès de la ministre des Affaires étrangères, Olivier Becht, quatre accords ont été signés entre la France et Maurice. En premier lieu, un prêt de politique publique dans le secteur de l'eau de 200 MEUR octroyé via l'Agence française de développement, complété par un don d'1,5 MEUR pour la fourniture d'assistance technique. Selon le ministre des Finances mauricien, Renganaden Padayachy, ce prêt budgétaire contribuera à intégrer les objectifs de développement durable et l'Accord de Paris sur le climat à la politique nationale. Deux autres accords ont été signés, dont une subvention tripartite de 500 000 EUR entre l'AFD et l'ADEME, et la division de la gestion des déchets solides au ministère de l'Environnement (FEXTE) et un accord est axé sur la coopération dans la lutte contre les différents trafics entre La Réunion et Maurice (incluant des échanges d'informations, des contrôles conjoints renforcés et de la formation).

Ouganda

Légère hausse du taux d'inflation en novembre

Le rythme de croissance de l'indice des prix à la consommation sur 12 mois marque une légère hausse en novembre à 2,6 % (contre 2,4 % en octobre) en raison de la hausse des coûts de l'énergie (+4,3 % contre 2,2 % en octobre). L'inflation sous-jacente reste pour sa part inchangée à 2 % grâce à un allègement de la pression sur les denrées alimentaires qui composent majoritairement l'indice (+6,4 % contre +6,6 % en octobre).

La BAD accorde un prêt pour améliorer la connectivité des transports en milieu rural et faciliter l'intégration régionale

La Banque africaine de développement (BAD) vient d'approuver l'octroi d'un prêt de 253 MUSD pour accompagner le développement routier de l'Ouganda. Ce projet vise au bitumage de 2 routes régionales (140 km), l'une au Sud-Ouest vers le Rwanda (Katuna-Muko-Kamuganguzi environ 100 km), l'autre au Nord en direction du Soudan du Sud (Laropi-Moyo-Afoji, environ 40 km) avec la construction d'ouvrages de franchissement ainsi que de petites infrastructures annexes. Le projet permettra au gouvernement de remédier à la fragilité dans le nord du pays, où la pauvreté est relativement plus élevée (35,9 %) et de promouvoir le tourisme au sud-ouest, où la pauvreté a augmenté de 7,8 % à 27,8 % sur la période 2012-2022. Des appels d'offres pilotés par l'UNRA, autorité en charge du réseau routier, sont à prévoir, sans calendrier fixe à ce stade.

Rwanda

Equity Group rachète la banque rwandaise Cogebanque pour devenir la deuxième banque du pays

La société financière kenyane *Equity Group Holdings* a acquis plus de 99 % des actions de la banque rwandaise Cogebanque. Initié en juin, le processus d'acquisition s'est achevé le jeudi 30 novembre et l'annonce du rachat pour 47,5 MUSD. Cette acquisition place *Equity Bank* à la deuxième position des plus grosses banques rwandaises. A terme, la marque commerciale Cogebanque devrait disparaître au profit d'*Equity Bank*. Le rachat d'actions s'est principalement opéré auprès de 4 acteurs que sont le gouvernement rwandais, le *Rwanda Social Security Board*, Sanlam Vie et Judith Mugirasoni qui détenaient 91,9 % du capital.

Seychelles

Décaissement de 12,3 MUSD par le FMI au titre de la 1^{ère} revue des programmes de Facilité de résilience et de soutenabilité et de mécanisme élargi de crédit

Le 4 décembre, le conseil d'administration du FMI a annoncé le décaissement d'un montant total de 12,3 MUSD en faveur des Seychelles. Celui-ci se compose d'une tranche de 8,1 MUSD au titre du programme de mécanisme élargi de crédit (EFF, sur un montant total de 56 MUSD), et de 4,1 MUSD au titre de la facilité de résilience et de soutenabilité (RSF, total de 43 MUSD). Les deux programmes ont été approuvés en mai 2023. Le FMI a souligné l'atteinte de la totalité des objectifs de performances quantitatifs et des cibles indicatives fixées dans le cadre des deux programmes. Le

FMI a également salué la poursuite de la relance économique (+3,8 % en 2023), tirée par la hausse continue des arrivées touristiques (hausse de 5 points en glissement annuel à fin septembre 2023), ainsi que la maîtrise de l'inflation, qui serait négative en 2023 (-0,8 % en moyenne et -1,6 % en fin de période). Dans ce cadre la Banque centrale des Seychelles (BCS) a maintenu sa politique monétaire accommodante.

Soudan

Sanctions américaines contre des dirigeants de l'ancien régime

L'OFAC (*Office of Foreign Asset Control*) du département du Trésor américain a imposé le 4 décembre des sanctions contre trois responsables de l'ancien régime soudanais. Les personnes désignées sont Taha Osman Elhussein, ancien ministre d'État et directeur du bureau de l'ancien président soudanais Omer al-Bashir, Salah Abdallah Gosh et Mohamed Etta Elmoula, anciens directeurs du service de renseignement soudanais. Selon un communiqué publié par le département du Trésor, la première personne, M. Elhussein, aurait été impliquée dans la coordination du soutien aux RSF par des acteurs régionaux. Les deux dernières auraient collaboré pour le renversement du gouvernement de transition et le retour du régime islamo-militaire.

Discussions avec la BID

Le ministre des Finances a rencontré le président de la banque islamique de développement (BID) à l'occasion de leur participation à la réunion du « comité permanent des pays membres » qui s'est tenue à Istanbul entre le 3 et le 5 décembre. Les discussions ont porté notamment sur le traitement des arriérés du Soudan et la possibilité de la reprise de certains projets dans les zones non touchées par le conflit. La BID finance actuellement 14 projets au Soudan dans les domaines de la santé, de l'eau, l'électricité, l'agriculture et les services, avec un montant total de plus de 500 MUSD.

Soudan du Sud

Nouveau plan de réforme économique

Le Gouverneur de la banque centrale (BoSS) a rendu public le nouveau plan de réformes économiques basé sur la mise en application des politiques fiscales et monétaires conçues dans le cadre d'une stratégie de transformation économique et appuyé par un rôle plus fort de la banque centrale. Il a insisté sur la réglementation du marché des devises étrangères en vue de l'encadrement et de la stabilisation du taux de change parallèle. Dans ce contexte, le gouverneur a fixé, lors d'une conférence de presse le 1^{er} décembre, un délai de 10 jours aux changeurs pour régulariser leur situation : dans un premier temps, les opérateurs ne pourront opérer que dans 4 lieux préétablis et devront, dans un second temps, se doter de structures en dur pour réaliser des transactions sur devises avec des licences délivrées par les autorités.

Mission du FMI au titre de l'article IV

Dans le cadre des consultations au titre de l'article IV, une délégation du FMI s'est rendue à Djouba le 4 décembre dernier. Ses représentants ont rencontré le gouverneur de la Banque centrale du Soudan du Sud (BoSS) afin d'évoquer les questions financières notamment celles relatives au déroulement du programme de surveillance (*PMB*) et au suivi de la *RCF* (en novembre 2022, un accord avait été conclu pour un financement d'urgence de 112,7 MUSD destiné à aider le pays à lutter contre l'insécurité alimentaire avec en contrepartie la mise en œuvre de

plusieurs réformes). Les discussions ont également abordé plusieurs questions relatives à la politique monétaire et de change, ainsi qu'aux rapports d'audit.

Tanzanie

Les parcs en Tanzanie signent un accord sur les crédits carbone

Tanzania National Parks (TANAPA) et Carbon Tanzania (Entreprise de conseil sur la certification de crédits carbone volontaires) ont récemment signé un protocole d'accord pour mettre en œuvre un projet ambitieux de réduction des émissions de carbone dans six parcs nationaux de Tanzanie. Pour TANAPA, la participation au projet de crédits carbone sera bénéfique à plusieurs égards : génération de revenus, financement de la conservation, gestion durable, engagement communautaire. Carbon Tanzania devra mettre à profit son réseau d'investissements internationaux afin de fournir à TANAPA un accès à des sources de revenus supplémentaires, renforçant ainsi sa capacité à gérer un nombre croissant de zones protégées. Selon les réglementations en vigueur, TANAPA devrait recevoir 61 % des recettes totales des ventes. La Tanzanie a introduit sa première législation sur le commerce du carbone en 2022, qui régit l'ensemble des projets de ce type en Tanzanie. La réglementation fournit également des lignes directrices à TANAPA pour collaborer avec les populations locales voisines des parcs nationaux, en veillant à ce que les bénéfices contribuent à leur développement socio-économique.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : michael.mbae@dgtresor.gouv.fr ; nairobi@dgtresor.gouv.fr